

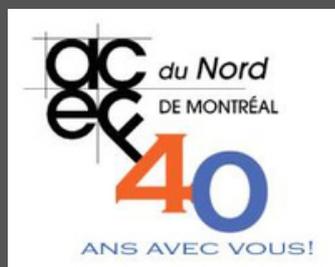


# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2020 / 2021

## ACEF du Nord de Montréal

514 277-7959

7500, Chateaubriand  
Montréal



[acefnord.org](http://acefnord.org)

[info@acefnord.org](mailto:info@acefnord.org)

# À PROPOS DE L'ACEF DU NORD DE MONTRÉAL

---

## MISSION

L'Association coopérative d'économie familiale (ACEF) du Nord de Montréal est un organisme communautaire autonome qui intervient dans le domaine de l'éducation à la consommation. Afin d'améliorer les conditions de vie des citoyennes et des citoyens et d'augmenter leur esprit critique face à la société de consommation, elle offre des activités collectives et des services individuels tout en luttant solidairement avec les acteurs de la communauté pour une plus grande justice sociale

## VISION

Par son approche humaniste de défense collective des droits et d'éducation populaire autonome, l'ACEF du Nord de Montréal porte la vision d'une communauté où la richesse est partagée collectivement et où l'action citoyenne est valorisée.

## VALEURS ET APPROCHES

À l'ACEF du Nord de Montréal, nous faisons preuve d'**HUMANISME** en considérant le système et ses problématiques au coeur desquels l'humain évolue. Nous l'accueillons et l'aidons en démontrant de l'ouverture, de l'écoute et de l'empathie, d'égal à égal, sans jugement. Cette approche permet d'accroître l'autonomie des personnes afin qu'elles puissent vivre pleinement leur rôle d'acteurs sociaux.

Nous luttons pour plus de **JUSTICE SOCIALE** lorsque nous revendiquons l'équité entre les personnes grâce à une meilleure répartition de la richesse collective et le respect :

- des droits à la satisfaction des besoins de base
- des droits humains
- et de l'environnement

Notre approche de défense collective des droits et d'éducation populaire autonome vise à améliorer les conditions de vie pour un monde plus juste et équitable.

Nous faisons preuve de **SOLIDARITÉ** en agissant collectivement et en collaborant avec les citoyennes et citoyens ainsi qu'avec d'autres organismes de manière à passer de l'action individuelle à l'action collective. En étant solidaires, nous sommes à l'écoute des problématiques terrain afin d'agir et de travailler pour une transformation sociale.

Notre approche communautaire vise à tisser des liens et à s'allier autour d'enjeux communs.



# LE MOT DE L'ÉQUIPE ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Voici le message que nous avons affiché sur la porte de l'ACEF en mars dernier, pensant bien que nous serions de retour rapidement, après la "pause" décrétée par le gouvernement. Force est de constater que les choses ne se sont pas passées comme prévu ! La société toute entière a été bouleversée par cette pandémie.

Le préambule de notre plan d'action 2020-2021 l'annonçait : le maître-mot de cette année serait "s'adapter". D'abord pour être en mesure de continuer à servir la population et à remplir notre mission. Mais aussi pour être réactifs, être là où les besoins sont. Car en effet, la pandémie a aussi été révélatrice des inégalités, plus flagrantes que jamais, et des conséquences du désinvestissement dans les services publics et les programmes sociaux, contre lequel nous luttons depuis des années. Comme toujours, le milieu communautaire a fait face à la situation, malgré le manque de moyens. L'ACEF a elle aussi répondu présente, avec une équipe et un conseil d'administration mobilisés et impliqués, malgré les inquiétudes, les incertitudes et les difficultés. Nous vous exposons comment dans les pages qui suivent. Bonne lecture !

*Benoît, Richard, Robert, Saloi, Jérôme, Caroline et Alain*

*Robert, Dominique, Émilie, Camille-Rose, Stéphanie et Johanne*

# PRIORITÉS 2020-2021

---

*Accroître* notre implication sur les tables de quartier et regroupements, dans une optique de :

- mobilisation de la population en temps de pandémie
- développement des solidarités
- contribution aux projets collectifs

*Développer* des outils de communication diversifiés sur les enjeux touchant à notre mission, et les diffuser largement

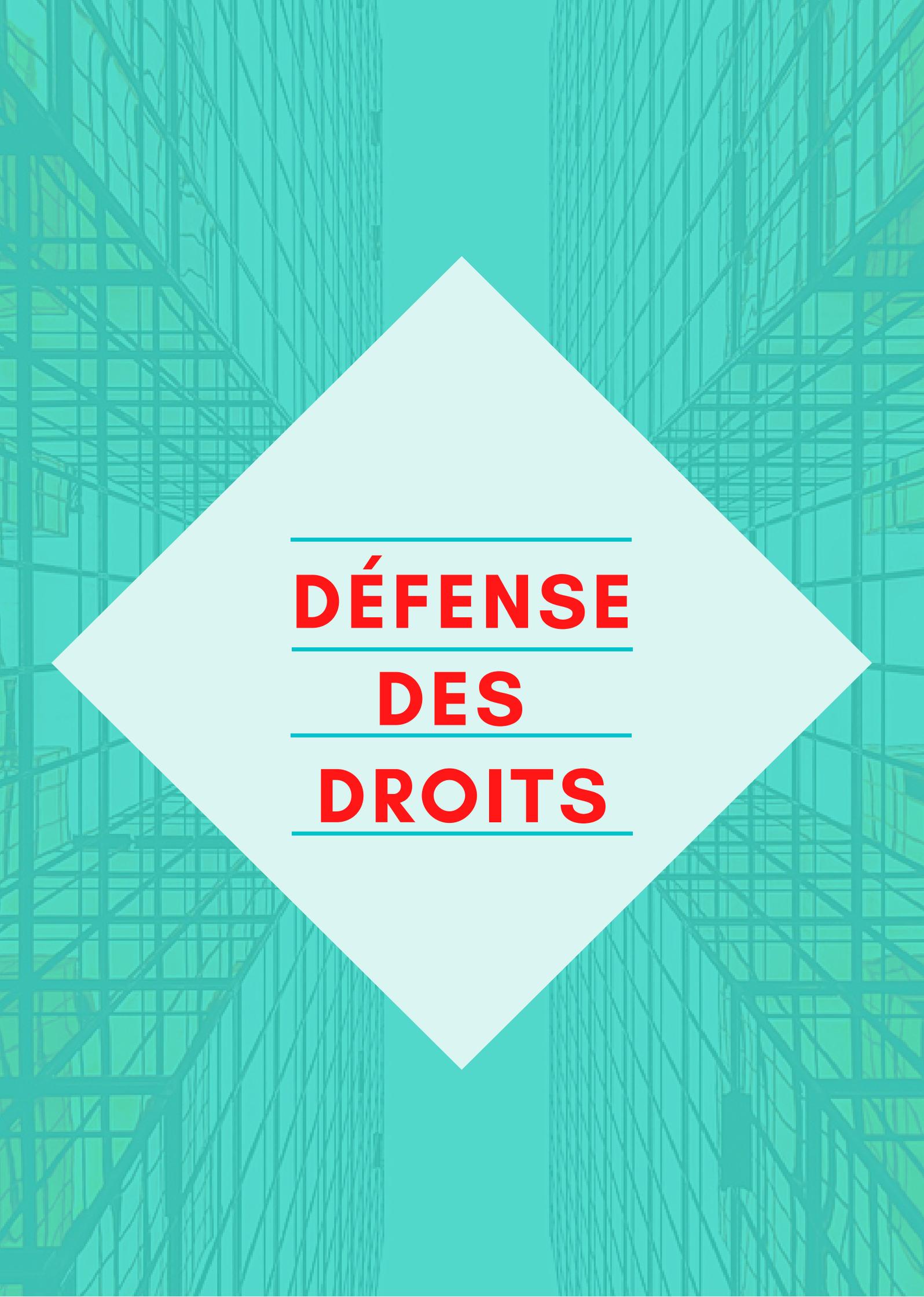
*Disposer* d'activités d'éducation et de formes d'interventions adaptées au contexte

*Accentuer* la promotion de nos activités sur l'ensemble du territoire

*Maintenir* un lien avec nos membres malgré le contexte de pandémie et les mesures de distanciation physique

*Développer* et mettre en oeuvre un plan de déconfinement pour assurer la sécurité de tous et toutes

Les actions entreprises pour mettre en oeuvre ces priorités sont détaillées dans les pages qui suivent.



**DÉFENSE**

---

**DES**

---

**DROITS**

# DÉVELOPPER NOS SOLIDARITÉS

Une des conséquences de cette pandémie a été d'accroître le sentiment d'isolement des personnes. Ce qui est vrai pour les individus ne l'est pas moins pour un organisme !  
Devant le caractère inédit de la pandémie et l'immensité des problèmes rencontrés par les citoyens, on se sentait bien seul. C'est pourquoi nous avons décidé d'investir davantage les lieux de concertation et regroupements des différents quartiers que nous desservons.

Nous souhaitons d'abord manifester notre solidarité en offrant notre aide là où le besoin se faisait sentir, mais aussi trouver des moyens de supporter la population dont les besoins étaient criants. Aussi, face à l'accroissement des difficultés et des inégalités, c'était essentiel pour nous de nous mobiliser avec d'autres (voir page 21 "Contribuer aux projets collectifs").

Nous avons ainsi participé aux rencontres et actions des tables de quartier et des regroupements suivants :

- Solidarité Ahuntsic
- Conseil local des intervenant de Bordeaux-Cartierville (CLIC)
- Comité des organismes sociaux de Saint-Laurent (COSSL)
- Regroupement des Tables de concertation de la Petite-Patrie (RTCPP) - Comité des lève-tôt - Coalition contre la pauvreté
- Table de concertation de Parc-Extension
- CDC Solidarités Villeray
- TROVEP de Montréal
- Union des consommateurs

Cette implication nous a permis d'être au courant de ce qui se passait dans chacun des quartiers, et d'échanger sur les enjeux et les activités à venir. C'était aussi un moment privilégié pour s'inspirer les uns des autres, par exemple pour des nouvelles pratiques pour rejoindre la population. Bien que tenues systématiquement à distance en visioconférence, ces rencontres étaient par ailleurs l'occasion de croiser d'autres humains !



## CDC SOLIDARITÉS VILLERAY

La table s'est principalement investie dans les différentes cellules de crise du quartier en début de pandémie. Les activités courantes avec les membres ont repris à compter du mois de septembre, au moment de l'assemblée générale annuelle. La CDC traversait à ce moment-là une période difficile, notamment avec le départ en congé maladie de son coordonnateur, et plusieurs postes à combler au sein de l'équipe. Nous avons décidé de nous investir au conseil d'administration, afin de soutenir l'équipe, et l'aider à accomplir le travail de concertation dans Villeray.

- Mise sur pied d'un comité Ressources humaines
- Participation au comité de sélection : processus de recrutement de 3 ressources
- La CDC coordonnant le plan de prévention COVID-19, participation au comité de sélection des projets dans le cadre du fonds COVID
- Contribution à l'organisation des assemblées des membres, et participation à celles-ci

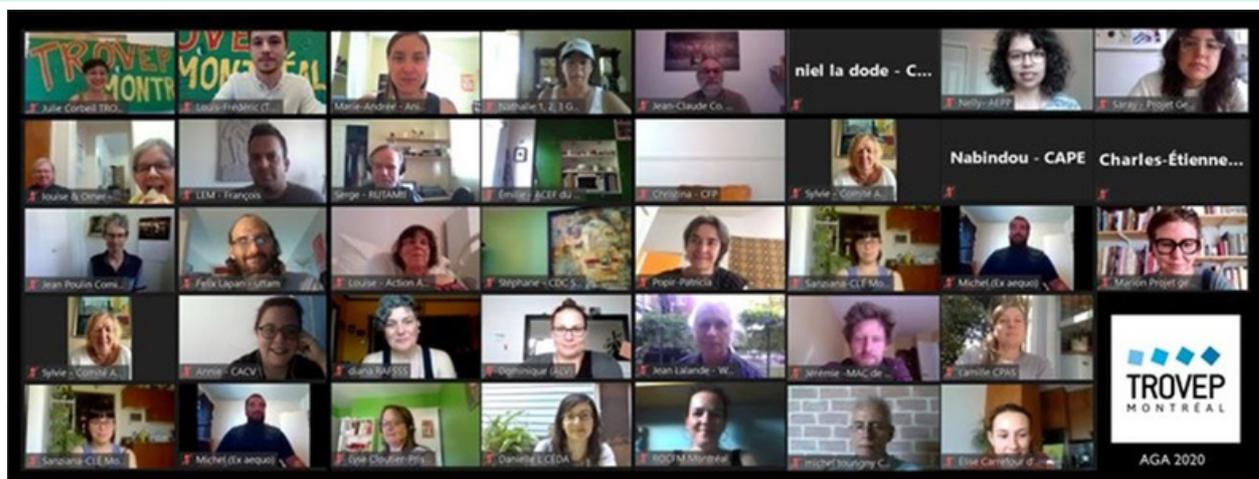
## TROVEP DE MONTRÉAL

L'ACEF du Nord est membre de la Table Régionale des Organismes Volontaires en Éducation Populaire. Ce regroupement montréalais se définit comme un lieu pour défendre les droits sociaux et renforcer les solidarités entre les organismes populaires et communautaires.

- Participation à l'assemblée générale annuelle
- Participation à deux assemblées régulières, dont une portait sur la fracture numérique vécue par la population dans le cadre de la pandémie
- Contribution à un outil de réflexion sur le recul des droits, en vue d'alimenter l'assemblée de conjoncture d'avril 2021

## RODCD

Le Regroupement des organismes en défense collective des droits (RODCD) travaille à une plus grande reconnaissance et un meilleur financement de la défense collective des droits. Alors qu'il réunissait jusqu'à présent des regroupements et organismes nationaux, les discussions des dernières années l'ont conduit à élargir son membership à l'ensemble des groupes en défense des droits. L'ACEF du Nord a donc choisi d'adhérer au RODCD! À suivre.



# UNION DES CONSOMMATEURS

Union des consommateurs est notre regroupement national, qui compte onze membres réguliers et trois membres affiliés. La plupart sont des ACEF, réparties à travers la province. La mission d'Union des consommateurs est de promouvoir et de défendre les droits des consommateurs, en prenant en compte de façon particulière les intérêts des ménages à revenu modeste. Union des consommateurs agit sur la scène nationale, représentant les intérêts des consommateurs auprès des instances politiques, réglementaires et judiciaires, ainsi que sur la place publique.

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

La journée de l'annonce de la mise sur pause du Québec, le 13 mars 2020, les membres d'Union des consommateurs étaient en rencontre de conseil d'administration. La décision fut prise alors de se rencontrer sur une base hebdomadaire, de façon à être le plus réactif possible face à la crise. Ainsi, sur la période d'avril à juillet, le CA s'est réuni à 12 reprises, et 5 fois de septembre à mars. Ces rencontres ont été l'occasion de mettre sur pied une campagne de communication visant à faire connaître les ACEF. Nous avons également exercé une veille dans le but de dénoncer les problèmes vécus par les consommateurs et consommatrices en lien avec la pandémie.

## COMITÉ EXÉCUTIF

Nous siégeons au comité exécutif pour une deuxième année consécutive. Depuis l'assemblée générale annuelle de juin 2020, notre représentante occupe le poste de présidente, après avoir été secrétaire.

- 7 rencontres (dont 6 à compter de septembre 2020)

## LES COMITÉS

Les comités d'Union des consommateurs sont un espace de partage d'expertise et d'actions en faveur des consommateurs et consommatrices.

Nous sommes impliqués dans les champs d'action suivant :

- **Politiques sociales et fiscales** : analyse des mesures d'aide, demande de mesures pour les personnes à faible revenu, vulgarisation des enjeux et des solutions post-COVID (contrer l'austérité, mesures de revenu universel, etc.)
- **Santé** : poursuite de la campagne pour un régime d'assurance 100% public, lettres sur l'importance des services publics, particulièrement en temps de pandémie
- **Finances personnelles et endettement** : campagne pour l'encadrement du dossier de crédit (voir dossier page 13)
- **Énergie** : voir le dossier page 10
- **Campagne de visibilité** : voir la section "Projets collectifs" page 21



---

**NOS**

---

**DOSSIERS**

---

---

# ACCÈS À L'ÉNERGIE



QUE L'ACCÈS À L'ÉNERGIE DEVIENNE  
UN DROIT RECONNU, VOILÀ NOTRE  
CHEVAL DE BATAILLE !

L'énergie n'est pas une marchandise, c'est un service essentiel au développement démocratique, social et individuel. C'est ce que nous nous employons à faire reconnaître auprès des pouvoirs publics et de la population, de différentes manières.

## CONCERTATION

Nous participons activement au comité Énergie d'Union des consommateurs. Voici les principaux dossiers sur lesquels nous avons travaillé :

- Stratégies de diffusion des outils de communication sur les mythes sur les tarifs d'électricité créés en 2019-2020
- Argumentaire contre la prise en compte des allocations familiales dans le calcul des ententes de paiement avec Hydro-Québec
- Présentation aux membres d'UC : "En fait-on assez pour le droit à l'énergie ?" : discussion en vue de réviser nos revendications en matière de droit à l'énergie

Par ailleurs, le comité Énergie et la direction d'UC ont rencontré la haute direction d'Hydro-Québec, pour leur faire part de nos préoccupations, ainsi que des difficultés que nous rencontrons sur les tables de concertation Associations de consommateurs/Hydro-Québec. Hydro-Québec a démontré une bonne écoute. À suivre donc !



## Table de travail recouvrement d'Hydro-Québec

Les travaux se sont poursuivis sur cette Table, notamment ceux sur les revenus à prendre en compte dans le calcul des ententes. Nous avons aussi fait part de nos préoccupations quant à une éventuelle reprise des débranchements pour cause de non paiement. Par ailleurs, le travail fait en collaboration avec un organisme en alphabétisation pour simplifier certaines des lettres envoyées aux clients et clientes pourrait bien porter fruit. Ça constituerait une avancée intéressante pour une bonne partie de la population.

# ACCÈS À L'ÉNERGIE

## PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

Suite à la Journée d'étude sur l'accès à l'énergie que nous avons tenu en avril 2019, nous avons commencé à nous intéresser à la notion de précarité énergétique. Celle-ci n'est pratiquement pas documentée au Québec, alors que d'autres pays s'y intéressent depuis longtemps. Alors que la précarité énergétique constitue un facteur aggravant de la pauvreté, elle reste ici dans l'angle mort des politiques publiques.

Pour nous aider à voir en quoi des données plus claires sur cette notion nous aideraient dans notre lutte pour l'accès à l'énergie, nous avons eu des discussions avec "Le centsept", laboratoire d'accélération sociale situé à Lyon en France. Ça nous a donné plusieurs idées, qui seront mises en œuvre dans la prochaine année.

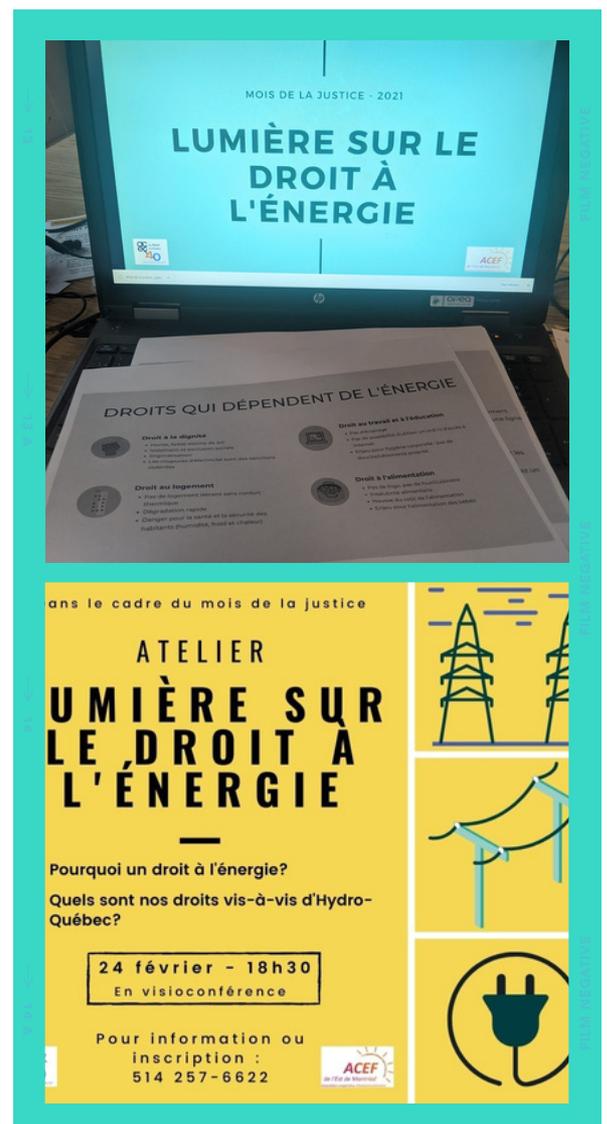
## SUR LA PLACE PUBLIQUE

En novembre dernier, Hydro-Québec a annoncé une hausse de 1,3% des tarifs d'électricité pour 2021. Cette annonce, arrive en pleine pandémie alors qu'on demande à la population de se confiner le plus possible, entre autres en privilégiant le télétravail et l'enseignement à distance. Or, pour bien des ménages, confinement signifie augmentation de la facture d'électricité, facture qu'ils peinent déjà à payer. Nous avons dénoncé publiquement cette situation, à travers une lettre ouverte publiée dans Le Devoir, Le Journal de Montréal, le Huffington Post et TVA Nouvelles.

## DROIT À L'ÉNERGIE

Aujourd'hui au Canada, le droit à l'énergie n'existe pas. Le chemin risque donc d'être assez long pour qu'il soit reconnu, alors autant partir tout de suite !

Nous avons créé, en collaboration avec l'ACEF de l'Est de Montréal, un atelier virtuel "Lumière sur le droit à l'Énergie", dans le cadre du mois de la Justice. Cet atelier a été présenté le 24 février 2021 devant 17 personnes.



# TARIFICATION DU TRANSPORT EN COMMUN



La question des tarifs de transport en commun est fondamentale pour de nombreuses personnes que nous desservons. Qui peut se permettre d'investir 10% de ses revenus sur un abonnement mensuel qui lui permettrait de se déplacer à sa guise ? C'est, entre autres, pourquoi ce dossier nous apparaît comme primordial quand il s'agit de lutter contre la pauvreté.

## REVENDIQUER LA GRATUITÉ

Attendue depuis longtemps, la consultation publique de l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) sur la refonte de la grille tarifaire a finalement eu lieu en octobre 2020. Nous avons déposé et présenté notre mémoire, qui défend la gratuité du transport public à Montréal, pour des raisons sociales, économiques et environnementales. Nous étions accompagné d'un membre, qui a pu démontrer par son témoignage l'importance d'avoir accès au réseau public de transport.

L'ARTM devrait présenter sa nouvelle grille tarifaire prochainement, et devrait tenir de nouvelles audiences sur la question du tarif social.

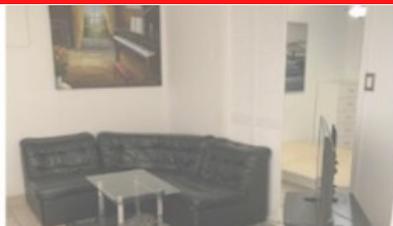
Nous avons par ailleurs appuyé la campagne du MTPA (mouvement pour un transport public abordable) en faveur du tarif social, en faisant signer des messages d'appui revendiquant la gratuité, ou au minimum un tarif social, par nos membres.

## FAIRE CONNAÎTRE NOS POSITIONS

Nous souhaitons diffuser plus largement notre point de vue sur la tarification du transport public. Ainsi, nous avons rédigé une lettre ouverte, qui a été publiée par le Journal Métro. Nous avons aussi organisé un "blind date" citoyen avec les éluEs municipaux et provinciaux : nous leur avons envoyé une lettre, accompagnée du témoignage du membre qui était présent aux audiences de l'ARTM. Cela a notamment donné lieu à un échange avec la mairesse de Montréal, Valérie Plante.



# ENCADREMENT DU DOSSIER DE CRÉDIT



## Description

**\*\*BESOIN D'AVOIR UN EMPLOI STABLE ET RÉFÉRENCE. ENQUÊTE DE CRÉDIT SERAIT FAIT, SVP NE CONTACTER PAS SI VOUS ÊTES SANS EMPLOI\*\***  
1½ A LOUER TRÈS BIEN PLACÉ  
SEMI-ÉQUIPÉ

Cote de crédit:

Excellente

Celles et ceux qui nous suivent depuis un certain temps le savent sans doute : nous sommes indignés face au pouvoir qu'exerce le dossier de crédit sur nos vies ! Et aussi par l'utilisation qui en est faite, par toutes sortes d'intervenants, pas toujours légitimes. Nous avons poursuivi nos efforts pour dénoncer cette situation et amener le dossier sur la place publique. Et nous ne l'avons pas fait seul, mais au sein du comité Finances personnelles et endettement de Union des consommateurs.

Le comité Finances personnelles et endettement a amorcé un travail autour du dossier de crédit en 2019. L'idée était de positionner le mouvement consommateur sur la question, d'intervenir pour réclamer des changements législatifs et de mener une campagne publique pour dénoncer l'utilisation du dossier de crédit à des fins non financières.

Le comité a agit sur plusieurs fronts :

- Intervention sur deux projets de loi : le projet de loi 53 - Loi sur les agents de crédit et sur le projet de loi 64 - Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels. L'objectif était d'une part d'obtenir la gratuité des mesures de protection (PL 53), et d'autre part l'interdiction de l'utilisation des dossiers de crédit à des fins non financières (PL 64), c'est-à-dire dans l'étude d'une candidature pour un logement ou un emploi et pour l'évaluation du risque en assurance.
- Promotion d'une pétition pour la gratuité des mesures de protection du dossier de crédit sur le site de l'Assemblée nationale.
- Campagne d'information, par le biais de vignettes publiées sur la page Facebook d'Union des consommateurs, et celles des ACEF membres, ainsi qu'un micro site dédié.
- Développement d'alliances avec d'autres organisations pour diffuser nos outils (RCLALQ, AQDR, etc.).
- Rencontre avec le député provincial de Rosemont et le député fédéral de Rosemont-La Petite-Patrie, pour leur présenter nos positions.

AU QUÉBEC, LES CONSOMMATEURS QUI ONT UN MAUVAIS DOSSIER DE CRÉDIT PAIENT PLUS CHER POUR LEURS ASSURANCES

EN ONTARIO	À TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR	AUX ÉTATS-UNIS
L'utilisation de la cote de crédit pour établir la prime d'assurance auto est interdite depuis 2005.	L'utilisation de la cote de crédit pour établir la prime d'assurance auto et habitation est interdite depuis 2011.	L'utilisation de la cote de crédit est interdite pour établir la prime d'assurance auto dans quatre États : Californie, Hawaï, Massachusetts et Michigan.

Source : Émission "La Façure" 2019

**Pourquoi pas au Québec?**

NON à l'utilisation du dossier de crédit par les assureurs !

**LE DOSSIER DE CRÉDIT N'EST PAS AUSSI OBJECTIF QU'IL EN A L'AIR!**

Une **cote de crédit**, c'est un chiffre qui représente le **risque relatif** au remboursement d'un prêt conformément à l'entente conclue entre une personne et un créancier. Elle est générée à partir des renseignements contenus dans le **dossier de crédit**. Les **propriétaires** et les **employeurs** s'y fient pour sélectionner les candidats potentiels. Les **compagnies d'assurance** l'utilisent pour déterminer le montant de la prime à payer.

Mais que vaut réellement cette cote quand on sait que le dossier de crédit ne contient aucun renseignement sur le paiement de taxes, les compétences ou les habitudes de conduite.



Non à l'utilisation du dossier de crédit à des fins non financières !

**L'enquête de crédit affecte aussi les personnes qui n'ont pas utilisé de crédit**

LES PROPRIÉTAIRES CONSULTENT LE DOSSIER DE CRÉDIT DES LOCATAIRES POTENTIELS  
LES NOUVEAUX-ARRIVANTS OU LES JEUNES QUI N'ONT PAS D'HISTORIQUE DE CRÉDIT SONT SYSTÉMATIQUEMENT DÉSAVANTAGÉS DANS LEUR RECHERCHE DE LOGEMENT  
MÊME S'ILS ONT LES MOYENS DE PAYER UN LOYER

Où habiterez-vous?



NON à l'utilisation du dossier de crédit par les propriétaires !

**UN RETARD DE PAIEMENT D'UNE FACTURE DE TÉLÉPHONE FERAIT-IL DE MOI UN MAUVAIS EMPLOYÉ?**

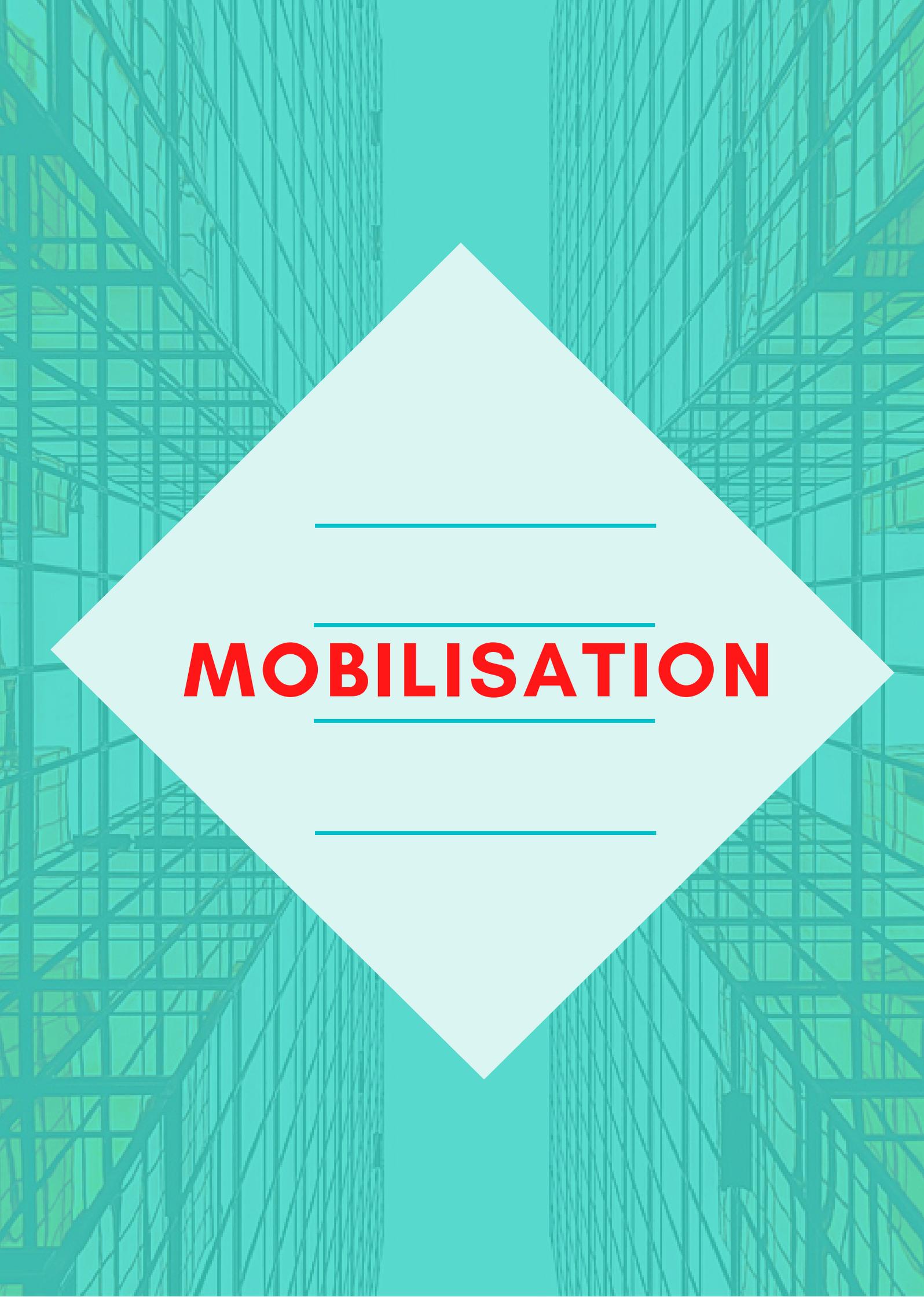
Au Québec, de nombreux employeurs exigent l'autorisation de consulter le dossier de crédit dans le cadre d'un processus d'embauche



Est-ce normal?

NON à l'utilisation du dossier de crédit par les employeurs !

Même si nous n'avons pas encore de résultat concret, la campagne va se poursuivre. Nous entrevoyons d'autres opportunités. Et l'idée chemine dans la population : l'état du dossier de crédit d'une personne ne devrait pas permettre une telle discrimination. À suivre donc !



**MOBILISATION**

# DE LA DÉMARCHE... AU COLLECTIF

## "LES ASSOIFFÉ.E.S DE JUSTICE"!

Depuis 2016, l'ACEF travaille avec un groupe de citoyens et de citoyennes sur ce qui s'est rapidement appelé La Démarche - de son nom complet Démarche de pensée critique sur le système économique dominant. Basée sur une approche d'éducation populaire, l'idée était de décortiquer l'aspect systémique de la pauvreté, d'y chercher des solutions, et de passer à l'action, avec un groupe de personnes en situation de pauvreté. Là encore, la pandémie a mis des bâtons dans les roues d'un projet pour et avec les gens.

Après être passés à l'action en 2019-2020, les participants et participantes ont manifesté leur volonté de continuer à se mobiliser au sein du groupe. Le défi du début de l'année 2020 consistait à choisir l'enjeu sur lequel le groupe se pencherait cette année. À ce défi s'en est ajouté un d'une toute autre ampleur : une pandémie mondiale, accompagnée de mesures de confinement qui empêchaient les rencontres en personne.

Les animatrices ont donc d'abord mis leur énergie à garder le contact avec les personnes participantes. Puis, dès que ça a été possible, une "tournee des balcons" a été organisée. L'occasion de prendre des nouvelles des personnes et d'avoir un moment privilégié avec chacune d'elles, après presque 3 mois d'un confinement strict. Mais aussi de vérifier leur intérêt à poursuivre, étant donné les circonstances. Les réponses étant positives, le groupe s'est réuni fin juin autour d'un pique-nique, pour partager un moment ensemble. L'autre objectif était d'avoir une discussion sur les enjeux sociaux qui pourraient être travaillés dans le courant de l'année, et ainsi préparer la rentrée.

Une première rencontre de travail a donc eu lieu au local de l'ACEF début septembre, tout le monde s'entendant pour des réunions mensuelles. Malheureusement, les conditions sanitaires en ont décidé autrement. Dans la mesure où les rencontres n'étaient plus possibles, ça a été l'occasion de dresser un bilan des quatre années de la Démarche, de sonder les personnes participantes, et de voir comment insuffler un nouveau souffle au groupe, dès que ce serait possible de fonctionner. Un des constats de ce bilan : les objectifs poursuivis au départ ont été atteints. Si l'on souhaite poursuivre, il faut qu'on se donne collectivement de nouvelles bases, ou à tout le moins une nouvelle lutte. Aussi, la Démarche comme telle étant bouclée, et ayant débouchée sur la création du collectif "Les assoiffé.e.s de justice", il serait souhaitable que la suite se déroule sous ce nom là, plus susceptible de rallier de nouvelles personnes autour de ses luttes et actions.

Restez à l'affût pour voir comment Le Collectif poursuivra sa contribution à la justice sociale !

Nous vous laissons sur un aperçu historique, en images, de l'évolution de la Démarche, devenue "Collectif les assoiffé.e.s de justice" !

- manque de filet social  
 - mauvaise connaissance de  
 - manque de sécurité financière  
 - manque de pouvoir  
 - système de soins compliqué  
 - discrimination - étiquettes  
 - méconnaissance de  
 - les préjugés  
 - aide pas les malades -  
 - énergie dépensée à survivre

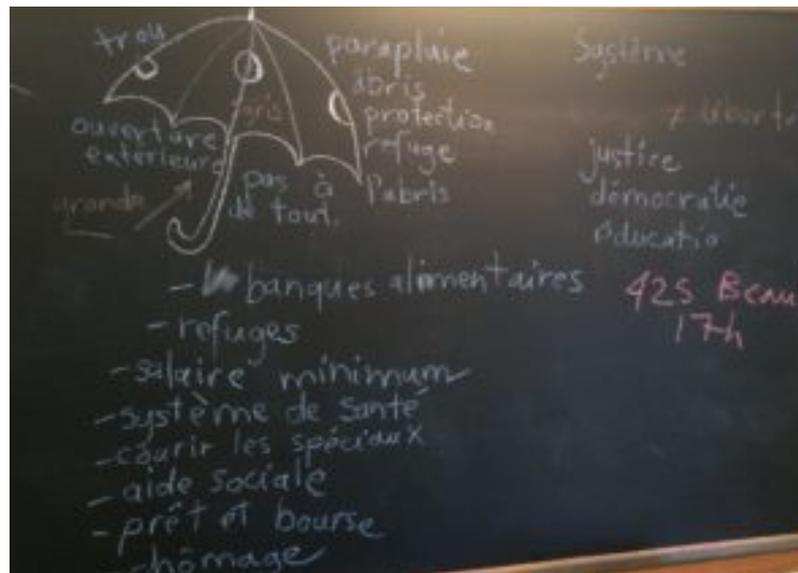
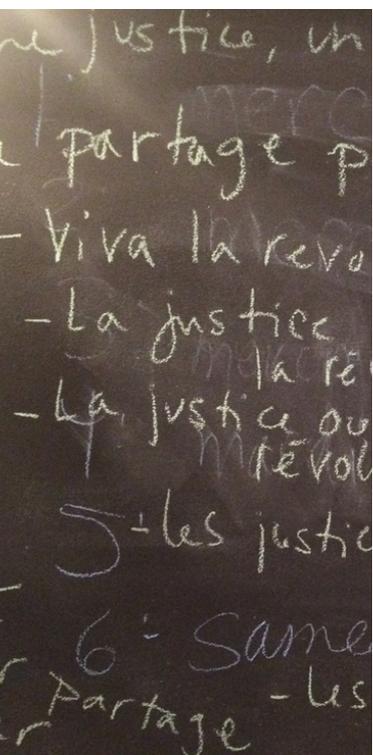
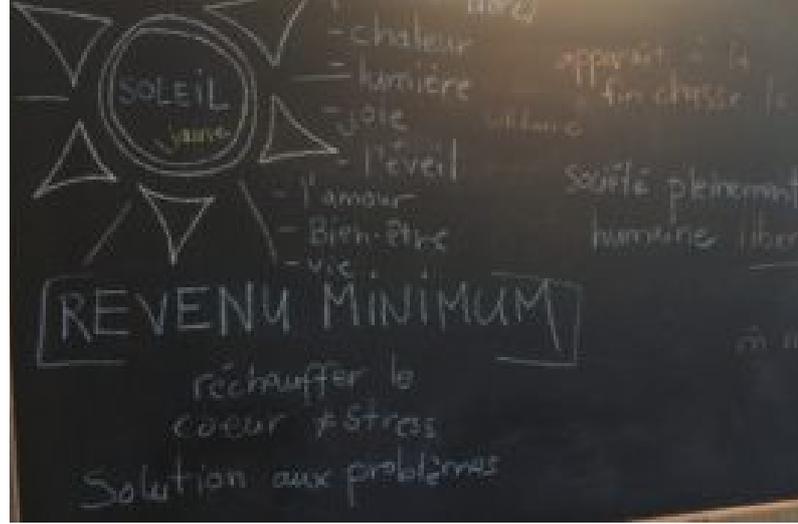
LE MONDE IDEAL  
 Besoins de base pour tout le monde  
 Ne laisser personne derrière  
 Vie collective  
 Se déplacer sans voiture  
 S'éduquer  
 Avoir des loisirs  
 Les vacances  
 ÉQUITÉ

LE MONDE QU'ON VEUT  
 AUGMENTATION DES REVENUS  
 PARTICIPATION À LA SOCIÉTÉ  
 TOUT LE MONDE PEUT  
 ENLEVER LES ÉTIQUETTES  
 PRENDRE L'AUTOBUS  
 ÉTUDE  
 AVOIR UN LOGEMENT QUI RESPOND À SES BESOINS / SALAIRE



CREDIT  
 SOCIALISER LES BANQUES  
 ECONOMIE PARTICIPATIVE  
 SERVICE DE PROXIMITE (CLSC)  
 SOLUTIONS FISCALES (15 MILLIARDS DE DOLLARS)  
 LES COMMUNS  
 ↑ SALAIRE MINIMUM (16\$/hr)  
 PLAINTES COLLECTIVES  
 ECONOMIE DE FONCTIONNALITE  
 SOINS DE SANTE A MAISON  
 DÉCROISSANCE  
 TAXE SUR LA DISPARITE DES SALAIRES  
 FAIRE UN CARTE DE RESSOURCES  
 DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE  
 REVENU DE BASE  
 TAXER GRANDES ENTREPRISES BANQUES





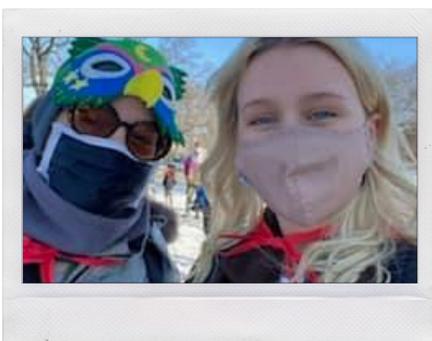
# MOBILISATIONS ET CAMPAGNES

La période de la pandémie n'a pas été favorable aux grands rassemblements, et a sans doute contribué au fait qu'il était plus difficile de mobiliser la population à travers nos moyens habituels. De plus, le milieu communautaire a principalement mis son énergie à faire face à la situation et à répondre aux besoins premiers de la population. Toutefois, les luttes restent primordiales, au cœur de notre action. Nous avons donc participé à plusieurs manifestations dans le courant de l'année, en plus de se mobiliser d'autres façons.

## FRACA ET CAMPAGNE ENGAGEZ-VOUS POUR LE COMMUNAUTAIRE !

Plus d'actualité que jamais, cette campagne réclame un réinvestissement dans les services publics et les programmes sociaux, ainsi qu'un meilleur financement et la reconnaissance du milieu communautaire. À Montréal, la campagne est déployée par le FRACA (Front régional pour l'action communautaire autonome). Trois actions ont été organisées dans le courant de l'année :

- Le 15 septembre 2020 avait lieu un rassemblement engagé pour la rentrée. Au menu : échanges sur les préoccupations des groupes et création de slogans
- "Un filet social pour Noël" : distribution de tracts devant différentes stations de métro de Montréal
- Journée de la justice sociale (17 février) : campagne d'affichage



## JUSTICE CLIMATIQUE

Le 19 mars dernier avait lieu la journée d'action pour la justice sociale et climatique. L'ACEF du Nord s'est jointe à ce rassemblement.



---

**PROJETS**

---

**COLLECTIFS**

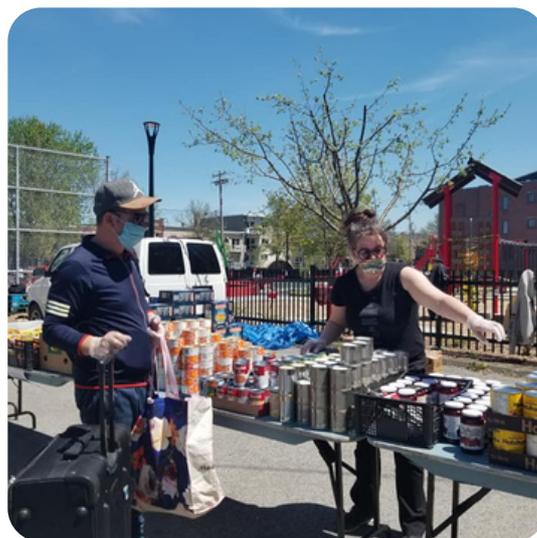
---

# CONTRIBUTION AUX PROJETS COLLECTIFS

Dès qu'on a pris conscience que le confinement dû à la pandémie durerait plus longtemps qu'on pensait, et devant ses conséquences sur les populations en difficulté, nous nous sommes alliés à d'autres, pour multiplier notre portée. Pour nous, il était important de contribuer à l'effort collectif, et d'être là où les besoins se faisaient sentir.

## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Au tout début de la pandémie, les organismes en sécurité alimentaire se sont retrouvés confrontés à plusieurs difficultés. Parmi celles-ci, le manque de bénévoles, alors que la demande d'aide était décuplée. C'est ainsi que nous avons décidé d'aller prêter main forte pour le tri des denrées et leur distribution. Nous avons notamment soutenu la Maison de Quartier Villeray à raison de 2 demi-journées par semaine, de mars à septembre, puis une demi-journée à l'automne. Il était important pour nous d'être là où nous pouvions faire une différence pour la population.



## SOULAGER LA FRACTURE NUMÉRIQUE

Autre effet de la pandémie : les lieux qui habituellement permettent d'accéder à des ordinateurs et surtout à internet étaient fermés. Difficile donc pour les gens qui n'y ont pas accès de garder le contact avec leurs proches ou de remplir certaines formalités administratives, par exemple.

Au début de l'automne, alors que le gouvernement annonçait la fermeture des bibliothèques, nous nous sommes demandés ce que nous pouvions faire pour aider les personnes victimes de cette situation. Nous avons alors proposé à la CDC Villeray, dans le cadre du plan de prévention COVID, que les organismes qui étaient en mesure de le faire offrent des plages horaires où des ordinateurs connectés seraient mis à disposition des personnes, sur inscription. Plusieurs organismes ont embarqué avec nous, et nous avons lancé une campagne de promotion dans nos réseaux et par de l'affichage dans le quartier Villeray. Ce projet a d'ailleurs essaimé dans d'autres quartiers !

Pour l'ACEF du Nord, de novembre à mars, c'est 101 plages d'une demi-journée qui ont été utilisées. Il semble bien que ce projet réponde à un véritable besoin.



## VILLERAY TISSÉ-SERRÉ

Mis sur pied par la CDC Solidarités Villeray dans le cadre de la prévention de la COVID-19, ce projet vise à rejoindre et soutenir les personnes les plus vulnérables du quartier Villeray par le biais d'équipes terrain multidisciplinaires, la mise sur pied d'un fonds d'urgence unifié.

En clair, notre participation consiste à faire du porte à porte l'équivalent d'une journée par semaine, jumelé à un autre intervenant du quartier, pour informer les personnes vulnérables sur les mesures de prévention de la COVID 19, et surtout sur les ressources communautaires susceptibles de leur venir en aide. C'est aussi l'occasion de détecter les difficultés des personnes et de les référer vers les ressources appropriées. Le projet a débuté en janvier 2021 et devrait prendre fin en juillet.



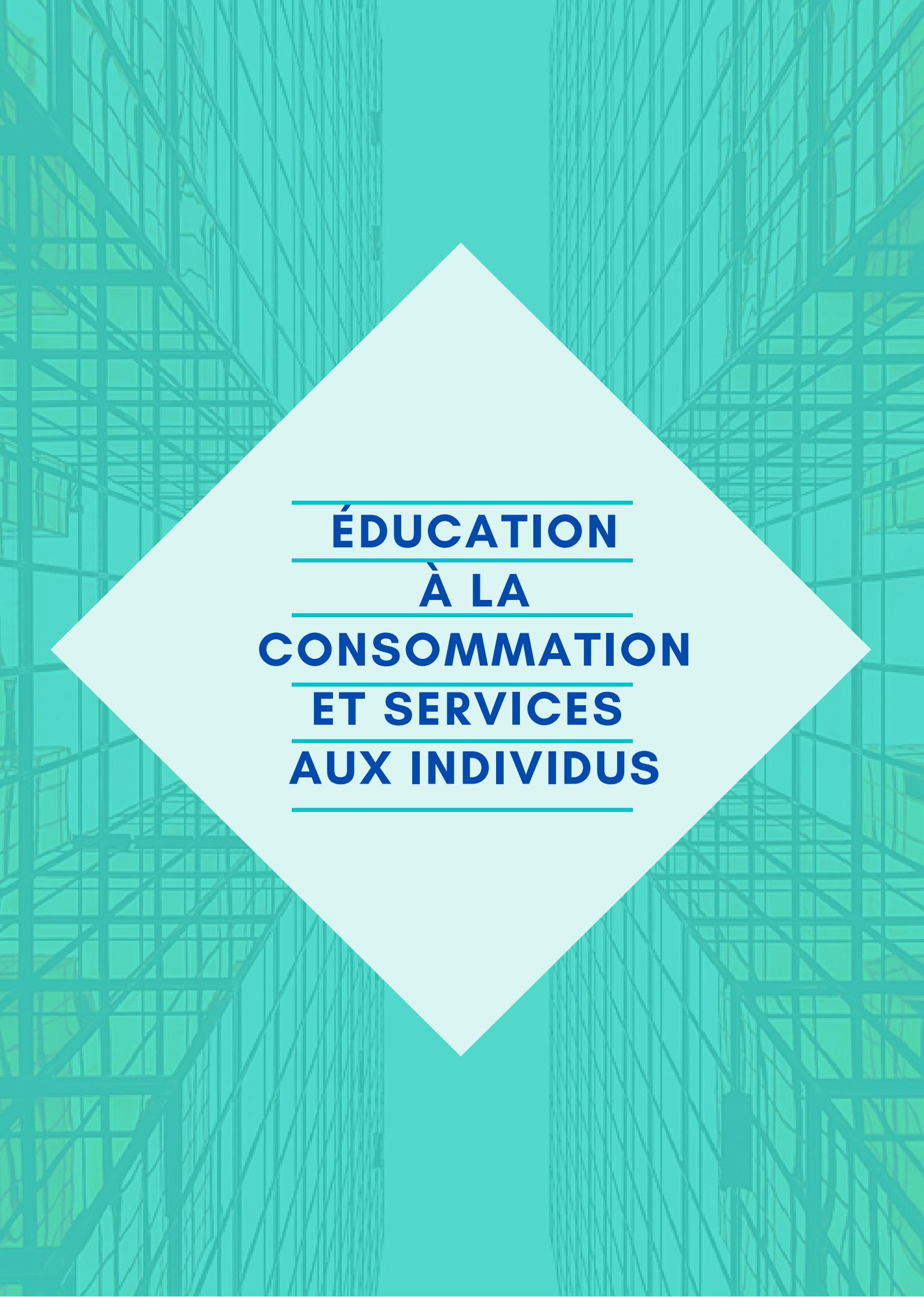
## CAMPAGNE DE VISIBILITÉ

Dès le début de la pandémie, au sein du conseil d'administration, les ACEF se sont demandées comment apporter une réponse spécifique aux consommateurs et consommatrices. Le constat que nous faisons alors : pour beaucoup de personnes qui vivaient une perte d'emploi ou des difficultés financières, la situation était inédite dans leur vie. Et les chances étaient grandes qu'elles ne connaissent pas les ACEF. Nous avons donc misé sur une campagne de communication unifiée, pour faire connaître les ACEF et les mesures d'aide existantes. Un comité "Campagne" a été mis sur pied, dans lequel l'ACEF du Nord s'est impliquée.



Grâce à un financement de la Fondation Chagnon, nous avons pu concevoir une publicité grand public, pour faire la promotion des ACEF. Celle-ci a été diffusée dans de grands médias nationaux (La Presse, Le Journal de Montréal et le Journal de Québec). La publicité amenait sur un micro-site, [monacef.ca](http://monacef.ca), qui présentait les ACEF, les mesures d'aide, des conseils, et référait vers le portail des associations de consommateurs du Québec. Des capsules vidéos ont aussi été produites, pour alimenter le site tout au long de l'année. Les pages Facebook des ACEF membres d'Union des consommateurs ont contribué à relayer les outils créés, qui ont eu une portée intéressante, même si limitée, puisque noyés dans une masse d'informations.

À noter que cette campagne commune est une grande première ! Il est fort probable que nous réitérions l'expérience dans le futur.



**ÉDUCATION**  
**À LA**  
**CONSOMMATION**  
**ET SERVICES**  
**AUX INDIVIDUS**

# ADAPTER, S'ADAPTER...



L'impact de la pandémie s'est fait sentir sur nos activités et services réguliers. Nous avons dû rapidement réorganiser notre travail et nos façons de faire, afin de pouvoir répondre adéquatement aux besoins de la population. C'était d'ailleurs une de nos priorités.

## ADAPTER NOS SERVICES

Avec le premier confinement, impossible pour nous d'offrir nos services de la manière habituelle. Première urgence donc : adapter nos façons de faire pour répondre aux besoins et aux inquiétudes de la population. Nous l'avons fait de plusieurs façons :

- D'abord, il fallait faire savoir que même si le bureau était fermé, nous étions là pour la population. Nous avons donc utilisé notre site internet, notre page Facebook, et des affiches dans nos vitrines pour montrer que nous répondions présent !
- Nous avons commencé par orienter les personnes vers les consultations individuelles, dans un premier temps par téléphone ou par visioconférence.
- Plus tard dans l'année nous avons pu offrir le service en personne, si la personne en sentait le besoin.
- Pendant ce temps, nous avons adapté nos ateliers de solutions aux dettes, puis le cours budget, pour le format visioconférence. Nous avons créé des outils complémentaires aux contenus, notamment pour pouvoir réduire la durée des rencontres, et revu nos présentations électroniques.
- Nous avons aussi mis en place des questionnaires d'évaluation en ligne.
- Au fur et à mesure que les adaptations étaient faites, nous avons pu programmer les rencontres, dès le printemps 2020.

## ADAPTER NOS LOCAUX

Pour reprendre le travail au bureau et accueillir les personnes en toute sécurité, nous avons dû adapter les locaux de l'ACEF du Nord. D'abord, par la mise en place d'écrans de protection et de distributeurs de gel hydroalcoolique. Ensuite par un aménagement qui facilite la distanciation physique. Nous avons pu bénéficier gratuitement de l'expertise d'Architecture sans frontières, qui nous a fourni de judicieux conseils en la matière. Grâce à eux, nous avons optimisé l'espace disponible, notamment pour accueillir deux postes de travail supplémentaire pour le projet "accès à un ordinateur".

## ADAPTER LA TECHNOLOGIE

Incroyable mais vrai... Les ordinateurs de l'ACEF n'étaient pas équipés de caméra avant le début de la pandémie ! Pour nos ateliers, nous utilisons un projecteur. Aujourd'hui nous sommes loin de ça ! Un financement du Fonds local d'urgence-COVID19 nous a permis de nous équiper adéquatement : système de visioconférence, incluant caméra et haut-parleur-microphone haut de gamme, écran géant, ordinateurs portables munis de caméras, nous sommes maintenant parés pour le travail à distance !

## ACCENTUER LA PROMOTION

La pandémie et les mesures restrictives qui l'accompagnent ont eu un effet certain sur la demande de service, à tout le moins pendant la première moitié de l'année. D'autres facteurs peuvent expliquer cette baisse :

- les gouvernements ont été prompts à mettre sur pied des programmes d'aide et de soutien du revenu, au moins pour les travailleurs et travailleuses.
- Les entreprises et services publics ont eux aussi annoncé des mesures d'assouplissement.

Ainsi, les difficultés financières appréhendées ne se sont pas concrétisées immédiatement.

Par ailleurs, plusieurs personnes pensaient que nous étions fermés, puisque presque tout l'était !

Nous avons donc fait davantage de promotion, par le biais d'affichage, d'envois à nos partenaires, de publications Facebook, d'infolettres, et par notre participation à la campagne "Mon ACEF, ma référence". La demande a progressivement remontée à partir du mois de septembre, pour revenir proche de ce qu'elle était auparavant.

## ADAPTER L'OFFRE

Nous offrons des ateliers spécifiques pour les personnes à faible revenu, sur le budget et sur les solutions aux dettes. Nous avons constaté que le format virtuel n'était pas adapté pour ces personnes et que la fréquence mensuelle en personne ne leur convenait pas non plus. Nous avons donc expérimenté une nouvelle formule, qui semble fonctionner : les "jeudi-dettes" et les "vendredi-budget". Offerts à des groupes de 3 personnes maximum, il s'agit de moments d'échanges semi-formels, qui permettent de répondre aux besoins de ces personnes.

MÊME EN  
CONFINEMENT,  
ON EST LÀ  
POUR VOUS!

BUDGET | DETTES | DROIT DE  
LA CONSOMMATION



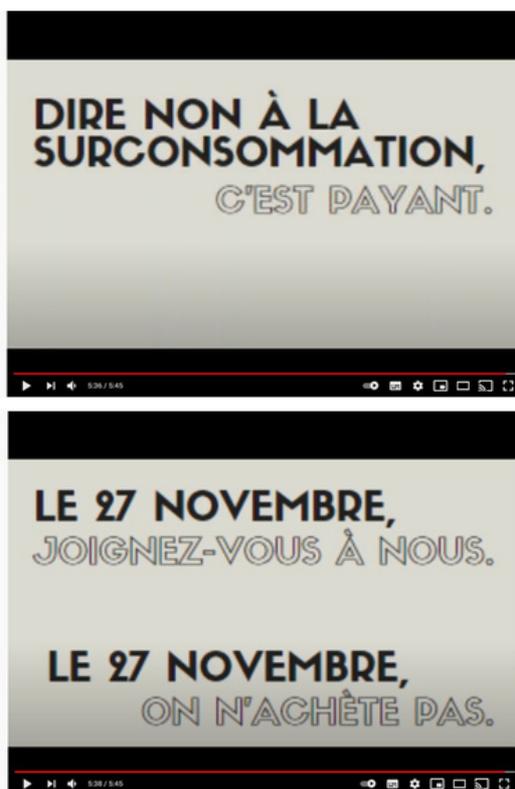
## VERS UN GROUPE DE SOUTIEN

Parmi les personnes que nous rencontrons, certaines aimeraient pouvoir discuter librement de leurs difficultés face au monde de la consommation, et surtout s'entraider, entre personnes qui vivent la même situation. Nous avons donc confié la tâche d'explorer la faisabilité d'un tel groupe à des stagiaires en travail social. Ils et elles devaient aussi nous proposer des modalités de fonctionnement. Nos stagiaires ont travaillé d'arrache-pied pour réaliser ce projet. Des participants et participantes avaient même été recrutées pour tester la formule proposée. Malheureusement, le couvre-feu a empêché la tenue de la rencontre avant la fin de leur stage. Nous irons de l'avant dans la prochaine année.

## JOURNÉE SANS ACHAT

Nous avons prévu de souligner la Journée sans achat, pendant du fameux "Vendredi fou", par ce qu'on avait appelé un Festival de l'anti-consommation. Il est vrai qu'au moment de rédiger notre plan d'action, nous pensions vraiment que la pandémie serait dernière nous à ce moment là, et que ce serait possible d'offrir une variété d'activités à cette occasion. L'histoire nous aura donné tort !

Mais on ne s'est pas laissé décourager et nous avons décidé de marquer le coup en produisant et diffusant une vidéo sur le thème de la surconsommation, pourquoi et comment y résister. La vidéo a été diffusée sur notre site internet et notre page Facebook, ainsi que sur notre chaîne YouTube. [Jetez-y un coup d'œil !](#)



## LE PROGRAMME DE FONDS D'ENTRAIDE

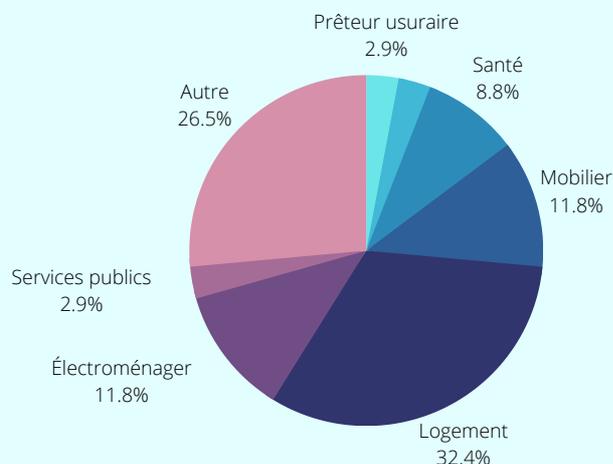
Ce programme est offert à l'ACEF du Nord depuis 2003, en partenariat avec le mouvement Desjardins. Il vise à accompagner des personnes à faible revenu qui ont des besoins urgents à combler. Lorsque la situation s'y prête, l'accompagnement peut être assorti d'un prêt, au besoin.

Nous avons reçu moins de demandes d'accompagnement dans la dernière année. Ceci s'explique par plusieurs facteurs, notamment :

- une bonne partie des personnes qui font appel à nous pour le fonds n'ont pas accès à internet. Or, le virage de beaucoup de commerces vers la vente en ligne a compliqué la vie de ces personnes, qui ne sont pas en mesure d'acheter en ligne (pas d'accès, pas d'ordinateur, ou pas de carte de crédit)

- La vulnérabilité de ces personnes a aussi fait en sorte qu'elles préféreraient attendre pour se procurer les biens dont elles avaient besoin, par peur d'attraper la COVID

Les demandes d'emprunts que nous avons reçues cette année étaient pour les motifs suivants :



## INTERVENTIONS INDIVIDUELLES



### CONSULTATIONS BUDGÉTAIRES

Rencontres individuelles pour accompagner les consommateurs selon leurs besoins (solutions à l'endettement, réalisation de projets, changement de situation, etc.)

## EN CHIFFRES

85



### FONDS D'ENTRAIDE

Ce programme, soutenu par Desjardins, permet d'accompagner des consommateurs à faible revenu ayant des besoins de première nécessité urgents. Au besoin, un petit prêt sans intérêt peut être offert

31



### SUIVIS BUDGÉTAIRES

Au besoin, pour les personnes rencontrées en consultation individuelles, afin de les soutenir dans les démarches qu'elles ont entrepris

46



### INTERVENTIONS HYDRO

Support direct aux consommateurs qui éprouvent des difficultés à payer leurs factures d'électricité (rebranchement, négociation d'entente, etc.)  
À noter : à cause de la pandémie, les débranchements ont été suspendus cette année.

14



### SERVICE D'AIDE AUX CONSOMMATEURS

Support aux personnes pour des questions sur leurs droits comme consommateur ou consommatrice

73

**TOTAL DES INTERVENTIONS**

203

## INTERVENTIONS COLLECTIVES

## EN CHIFFRES

NOMBRE D'ACTIVITÉS

PARTICIPANTS

### ACTIVITÉS PORTANT SUR L'ENDETTEMENT

21

140

- Dont:
- 10 dans nos locaux
  - 11 à l'extérieur, à la demande d'organismes

### ACTIVITÉS PORTANT SUR LE BUDGET

22

188

- 2 cours sur le budget
- 5 ateliers Comment faire mon budget

À l'externe :

- 13 ateliers Comment faire mon budget
- 2 ateliers Épicerie santé pour budget serré

### AUTRES ACTIVITÉS D'ÉDUCATION À LA CONSOMMATION

3

37

- Le droit à l'énergie
- La garantie légale
- Fraude et vol d'identité

### TOTAL DES INTERVENTIONS

46

365

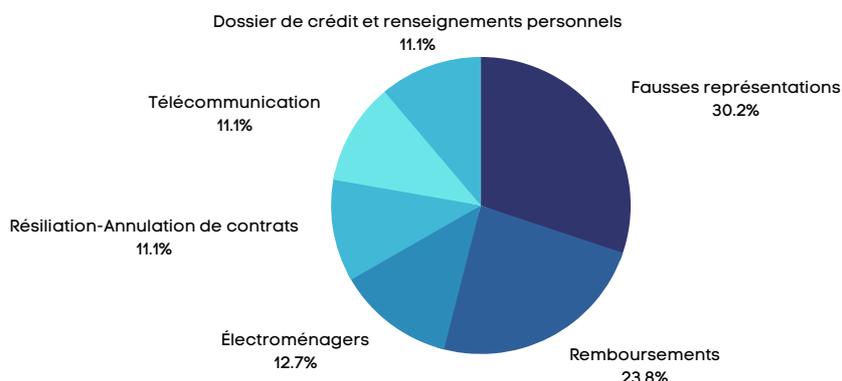
Plusieurs activités programmées n'ont finalement pas eu lieu en raison de la situation sanitaire.

# DANS LE MONDE DE LA CONSOMMATION

Ce volet de nos services prend différentes formes. Du service d'information à des ateliers en passant par différents outils, nous souhaitons agir aussi bien en curatif qu'en préventif. Voici un portrait de l'année.

## SERVICE D'AIDE DIRECTE

Face à des problèmes divers, les consommateurs et consommatrices ne connaissent pas toujours les démarches à entreprendre. Le service d'aide aux consommateurs peut les aider à s'y retrouver et les supporter dans leurs parcours. Nous bénéficions du support de deux stagiaires en droit d'août à avril. Dans la dernière année, nous avons reçu 73 demandes d'aide.



## LES GARANTIES

Vous vous demandez sans doute pourquoi nous avons choisi de traiter de ce thème, peu affriolant à priori ? Et bien, il faut savoir que la garantie légale est une des protections des consommateurs offertes par la loi. Le problème est qu'elle est méconnue, aussi bien des consommateurs que des commerçants, qui préfèrent vendre des garanties supplémentaires. Nous avons donc décliné les moyens pour informer davantage la population de son existence.

### Brochure d'information

Celle-ci détaille les différentes formes de garanties et explique l'intérêt des commerçants à vendre des garanties prolongées, même si elles ne sont pas avantageuses pour nous.

### Vignettes

Principalement destinées à nos réseaux sociaux, les vignettes ont été diffusées le 15 mars, dans le cadre de la journée internationale des droits des consommateurs et consommatrices.

### Atelier virtuel

Développé par un de nos stagiaires en droit, cet atelier donné le 24 mars a rassemblé 10 personnes, en plus de l'équipe de l'ACEF.

### Lettre ouverte

Enfin, une lettre ouverte intitulée "Une garantie prolongée ? Non merci !" a été publiée le 13 mars 2021 dans le Journal Métro et le Soleil.

**Atelier virtuel**  
**UNE GARANTIE PROLONGÉE ?  
NON MERCI !**  
24 mars 2021 - 18h30

Pour information, contactez Camille-Rose  
514 277-7959 poste 203 | [camille-roseacefnord.org](http://camille-roseacefnord.org)

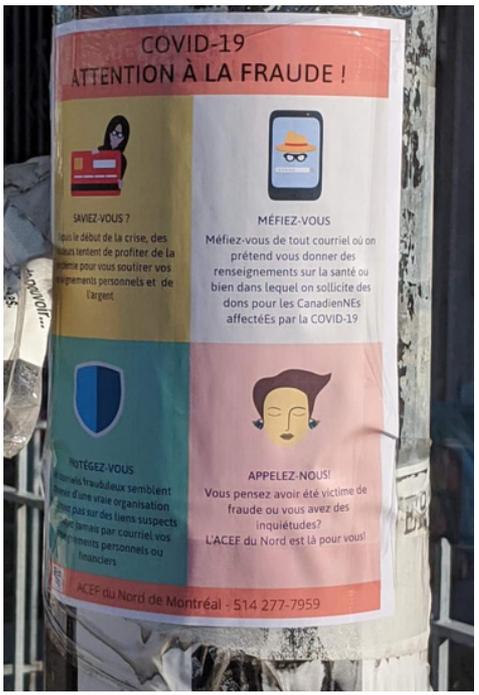
# INFORMER COMMUNIQUER

Dans les moments critiques, l'information peut faire toute la différence. Dans la dernière année, nous avons redoublé d'efforts pour rejoindre la population, en utilisant tous les moyens à notre disposition : campagnes d'affichage, vignettes, brochures, lettres ouvertes. Les objectifs visés pouvaient être divers : de l'information sur les mesures d'aide jusqu'aux "philo-conso" envoyés à nos membres. Le plus important était de rester en contact. Tour d'horizon en images.



L'histoire d'une  
**FRAUDE**  
qui se propageait plus vite qu'un virus

Depuis le début de la crise, de nombreux fraudeurs tentent de profiter de la pandémie pour vous soutirer vos renseignements personnels ou de l'argent.





**GESTION**  

---

**INTERNE**  

---

**ET VIE**  

---

**ASSOCIATIVE**

# CONSEIL D'ADMINISTRATION

Pour un organisme comme l'ACEF du Nord, le conseil d'administration joue un rôle important à plusieurs niveaux. Bien évidemment, il est le gardien des décisions prises en assemblée générale, en plus d'être responsable de s'assurer de la saine gestion des ressources. Cette année, les membres du conseil d'administration ont redoublé d'effort pour épauler l'équipe, et faire en sorte que tout se passe bien dans cette période incertaine.

Le conseil d'administration s'est réuni formellement à 8 reprises en 2020-2021, en plus de tenir une assemblée générale le 24 septembre 2020.

Il s'est acquitté de son rôle habituel, à savoir le suivi des finances, des ressources humaines, et du plan d'action. Il a aussi soutenu l'équipe dans les décisions à prendre en matière d'application des règles sanitaires, en conformité avec les directives de la Santé Publique.

Il faut aussi souligner l'engagement dont les membres du conseil ont fait preuve : par exemple, l'assemblée générale ayant été repoussée, les personnes dont le mandat arrivait à terme ont accepté de poursuivre jusqu'à l'assemblée.

Une rencontre entre les membres du conseil et l'équipe de travail a été organisée, dans le but que tout le monde fasse plus ample connaissance, sache qui fait quoi dans l'organisme, et comprenne le fonctionnement général de l'ACEF du Nord et du conseil d'administration.

## Les membres du conseil d'administration 2020-2021 (à compter de l'AGA)

Benoît Ouimet - Président  
Robert Roussel - Vice-Président  
Caroline Tremblay - Trésorière  
Alain Laberge - Secrétaire  
Jérôme Alban - Administrateur  
Richard Godbout - Administrateur  
Saloï Jamir - Administratrice

## COMITÉ RESSOURCES HUMAINES

Le comité Ressources humaines est un comité paritaire CA-Équipe. Il est composé de :

- Pour le CA, jusqu'au 24 septembre : Germaine Chevrier et Caroline Tremblay. À compter du 24 septembre : Caroline Tremblay et Richard Godbout.
- Pour l'équipe : Dominique Gagnon et Robert Campeau.

Principaux travaux cette année :

- Révision complète de la Politique des conditions de travail, qui est entrée en vigueur le 1er avril 2021.
- Appréciation du personnel.



Rencontre CA-Équipe, le 28 octobre 2020

## VIE D'ÉQUIPE

L'année a débuté sous le signe du télétravail. Nous avons donc modifié nos façons de faire, et au lieu de rencontres aux deux semaines en temps normal, nous avons instauré des rencontres hebdomadaires, en visioconférence. L'objectif était de préparer la semaine à venir, de faire le suivi des dossiers en cours et de prendre des décisions en fonction du contexte. Lorsque ça a été possible, c'est avec grand plaisir que nous sommes retournés travailler au bureau ! Même si le télétravail va sans doute rester dans nos pratiques, les rencontres d'équipe semblent plus efficaces en personne !

- 27 réunions d'autogestion
- 3 rencontres thématiques
- 2 journées de planification

Les membres de l'équipe ont suivi plusieurs formations et webinaires sur des sujets variés : l'éducation financière



virtuelle, l'enseignement à distance, la gouvernance à distance, la participation citoyenne, la mobilisation, le déconfinement, le design thinking, sont quelques-uns des thèmes explorés.

## FINANCEMENT

Cette année encore, nous avons pu compter sur le support financier de plusieurs bailleurs de fonds, notamment Centraide, le SACAIS, le mouvement Desjardins, Hydro-Québec, l'Office de la protection du consommateur, l'Autorité des marchés financiers, Prospérité Canada et Service Canada.

Nous avons aussi reçu un financement de la part du Fonds local d'urgence-COVID, mis sur pied par l'arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, les caisses Desjardins de Villeray, et les députés de Laurier-Dorion et Viau. Ça nous a permis de nous procurer l'équipement technologique nécessaire pour réaliser nos cours et ateliers à distance.

Enfin, nous tenons à remercier la lunetterie ORA, très impliquée dans la communauté, qui nous a fait bénéficier d'un don important.

## BÂTIMENT ET LOCAL

La gestion de l'entretien du bâtiment a pris une place non négligeable dans la dernière année. En effet, nous devons réaliser des travaux importants. Entreprendre ces démarches en temps de pandémie n'a pas été une mince affaire ! Maintenant que nous avons le permis de la Ville de Montréal, nous espérons que le projet de rénovation sera réalisé dans la prochaine année.

Autre leçon de la pandémie : même si nous disposons d'un grand local, il y a beaucoup à faire pour faciliter le respect des règles de distanciation, et optimiser l'espace. Heureusement, nous avons bénéficié de l'expertise d'Architecture sans frontières, qui nous a permis de réaliser le réaménagement de certains espaces, que nous poursuivront dans la prochaine année.

# VIE ASSOCIATIVE ET DÉMOCRATIQUE

Maintenir une vie associative, garder le contact avec nos membres, alors que tout le monde est enfermé chez soi, voilà un des défis que nous avons identifié en tout début d'année.

Nous avons adopté plusieurs approches pour relever ce défi. Pendant le premier confinement, nous avons appelé nos membres, pour leur dire qu'on pensait à eux et elles, et les soutenir moralement. Les participants et participantes de la Démarche ont reçu la visite des animatrices, sur leur balcon ! Nous avons aussi tenu l'assemblée générale annuelle. Enfin, nous avons organisé une fête de Noël virtuelle. Discussions, "Escape game", tirage de prix, ce fût malgré tout un

bon moment !

Tout au long de l'année, nous avons par ailleurs entretenu une relation épistolaire avec nos membres, à qui nous avons envoyé plusieurs documents. L'objectif était de les inviter à réfléchir sur différents sujets, mais aussi de leur dire qu'on ne les oubliait pas !

Nous avons très hâte de pouvoir à nouveau organiser un événement festif avec elles et eux !

## LA PETITE HISTOIRE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Pour clore ce rapport d'activité de l'année 2020-2021, nous avons choisi de vous raconter l'histoire de l'assemblée générale, tenue le 24 septembre 2020. En effet, celle-ci représente symboliquement toutes les difficultés auxquelles nous avons été confronté dans la dernière année.

Moment démocratique par excellence, il était important pour nous de pouvoir tenir cette assemblée en personne. En effet, nous avons constaté qu'une part importante de nos membres n'étaient pas en mesure de participer à distance. Nous ne pouvions donc pas la tenir à la période habituelle, fin mai-début juin, puisque nous étions encore confinés. Nous avons donc choisi la date du 24 septembre, et loué une salle en mesure de nous accueillir en tenant compte des distances. Les inscriptions allaient bon train, et le vendredi précédent 27 personnes avaient confirmé. Ce nombre excluait l'équipe et le conseil d'administration.



Et c'est le dimanche précédant l'assemblée qu'à eu lieu l'annonce du gouvernement : entrée de Montréal en zone orange... à compter du mercredi 23 septembre ! L'impact sur nous, c'est que nous ne pouvions plus tenir de rassemblement intérieur avec plus de 25 personnes. Il nous restait seulement 3 jours pour agir. Dès le lundi, nous changions donc notre fusil d'épaule et mettions tout en œuvre pour que l'assemblée soit bimodale, c'est-à-dire à la fois en ligne et en présence. Ça voulait dire rappeler l'ensemble des personnes inscrites, valider qui était en mesure de participer à distance ou non, vérifier notre matériel, modifier nos présentations, prévoir comment faire d'éventuelles élections, ...

Bref, finalement, tout c'est bien déroulé ! Mais ce fut tout de même un gros stress à gérer pour l'équipe et le conseil d'administration, confrontés à l'incertitude, et aux inquiétudes légitimes que provoquait la situation.

# MERCI !

*À nos membres !  
À nos bénévoles !  
À nos partenaires !  
À nos bailleurs de fonds !*



Secrétariat à l'action  
communautaire  
autonome  
et aux initiatives  
sociales

Québec 



Remerciement particulier aux Caisses participante au Fonds d'entraide Solidarités du Nord de Montréal !

- Caisse Desjardins du Centre-nord de Montréal
- Caisse Desjardins du Cœur-de-l'Île
- Caisse Desjardins de Rosemont--La Petite-Patrie
- Caisse Desjardins du Centre-est de Montréal
- Caisse populaire Desjardins Ukrainienne de Montréal
- Caisse Desjardins de Bordeaux--Cartierville--Saint-Laurent